Soixantième année. - N ° 189 A Vendredi 2 octobre 2026

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 3404

42 – LOIRE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ST-ETIENNE

Jugement d'ouverture

Date : 23 septembre 2026.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
983 728 940 RCS Saint Etienne.
JOSEPH LHOMME NATUROPATHE EURL.
Forme : Société à Responsabilité Limitée.
Enseigne : Joseph Lhomme Naturopathe.
Activité : réalisation de bilans de vitalité, proposition de conseils personnalisés pour la mise en œuvre d'une hygiène de vie optimale et des techniques de relaxation pour le bien-être des personnes. conférences et formations théoriques, ateliers pratiques & stages de groupes, d'information sur l'hygiène de vie adaptée à chacun. rédaction d'ouvrages et articles sur la naturopathie et les techniques de bien-être. observation iridologique. pratique de massage bien-être et réflexologie sans finalité médicale, de soins énergétiques et de services de relaxation. accompagnement au bien-être par la pratique d'activités artistiques (arts visuels, musique, chant et sons, danse, écriture ,récit, arts de la scène, arts du jardin au naturel, conception et pratiques de la permaculture, art culinaire, arts du toucher, arts du vêtement et de l'ameublement, arts numériques). proposition d'activités de qi gong et yoga thérapeutique..
Adresse : 2, rue Loys Papon, 42600 Montbrison.
Complément de jugement : Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 9 septembre 2026, désignant liquidateur Selarl Berthelot & Associés - Mandataires Judiciaires Prise en la Personne de Me Geoffroy Berthelot 15 rue des Métiers 42600 Savigneux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la présente publication.